

quelque chose, mais pour quelque chose. A tout événement, nous voterons selon notre conscience.

J'entendais, tout à l'heure, l'honorable premier ministre dire: «Mais après la façon dont vous a traités le parti libéral, après avoir proféré des invectives contre vous, vous n'allez pas voter avec eux?»

Non. Car nous croyons que ce serait se prostituer, au point de vue politique, que de voter avec eux.

Par ailleurs, nous avons présenté une motion raisonnable et pleine de bon sens, et ce seront eux qui, pour une fois, auront l'occasion d'appuyer le bon sens et la logique.

Monsieur l'Orateur, à la suite des événements qui se déroulent depuis ces derniers jours, je ne puis m'empêcher de dire que si le peuple canadien avait pu suivre, au moyen de la télévision—comme cela a déjà été suggéré par le député de Shefford (M. Rondeau)—ce qui se passe à la Chambre des communes, il serait aujourd'hui en mesure non seulement de porter un jugement mais de constater que les deux vieux partis perdent leur temps à faire de la politiaillerie et ne se préoccupent pas assez de l'intérêt du peuple.

J'espère qu'aux prochaines élections, les deux vieux partis politiques seront renvoyés chez eux afin de faire place à ceux qui sont plus compétents qu'eux.

(Traduction)

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, le débat actuel est d'une extrême importance, au moment où nous en sommes peut-être aux dernières heures du Parlement actuel. Nous avons entendu cet après-midi les déclarations du premier ministre (M. Diefenbaker) et du chef de l'opposition officielle (M. Pearson), et je n'ai nullement l'intention d'entrer dans cette controverse, évocatrice du proverbe: «La pelle qui se moque du fourgon.» J'ai toujours eu l'impression que se faire induire en erreur, soit par un libéral soit par un conservateur, n'ajoute rien à notre pureté foncière. Dans le cas d'une motion de défiance, un parti qui compte peu de représentants en cette enceinte fait face naturellement à certaines difficultés, car, bien que nous n'approuvions pas le gouvernement peut-être, d'autre part un vote contre le gouvernement pourrait être interprété en certains milieux comme étant un appui à l'endroit de l'opposition officielle.

Une voix: Que le ciel nous en préserve!

M. Douglas: Un groupe comme le nôtre a beaucoup de difficultés, il va s'en dire, à faire connaître son point de vue au public.

[M. Grégoire.]

S'il est une chose que le premier ministre a dite cet après-midi, et avec laquelle je suis d'accord, c'est que, ces dernières semaines, les journaux, la radio et la télévision du pays ont certainement répété un refrain étroitement lié aux désirs et aux vœux du parti libéral au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: Le point de vue exprimé par les autres groupes a, dans bien des cas, été étouffé. Depuis le 18 juin dernier notre groupe a refusé d'adopter une attitude destructrice devant les affaires publiques. Avant même la convocation des Chambres, le chef de l'opposition a demandé à tous les partis de s'engager à renverser le gouvernement.

Des voix: Honte!

M. Douglas: Avant même que les Chambres se réunissent...

M. McCleave: Inconscience!

M. Douglas: ... tous les journaux, tous les postes de radio et de télévision ont téléphoné aux députés élus pour leur demander comment ils s'y prendraient pour renverser le gouvernement. Les membres de notre groupe ont déclaré sans ambages, tout aussi bien avant qu'après l'ouverture de la présente session, qu'ils n'allaient pas renverser le gouvernement pour le plaisir de la chose, qu'ils appuieraient toutes les mesures qui leur sembleraient résoudre les problèmes d'ordre national et international qui se posaient au Canada. Nous admettions alors, nous admettons toujours que le Canada traverse une crise. Au sujet de la crise du change international survenue en juin dernier, j'affirme, en dépit des déclarations optimistes du premier ministre ne pas être convaincu entièrement que cette crise soit terminée. Il faut aussi songer au chômage et au développement économique. L'agriculture est en difficulté, nous sommes en retard sur d'autres pays occidentaux dans le domaine de la santé et du bien-être. Nous n'avons aucune politique commerciale nouvelle adaptée à l'évolution des échanges dans le monde. Nous avons déclaré que tout cela exige une action conquérante et une orientation dynamique. Nous avons ajouté que nous étions prêts à appuyer le gouvernement s'il exerçait son activité dans ces domaines, et que nous lui retirerions notre appui s'il faillissait à la tâche. Notre appui n'a jamais été motivé par le désir irréductible de renverser le gouvernement, ni par l'ambition—le ciel nous en préserve—de mettre les libéraux en selle.

J'avoue, cependant, monsieur l'Orateur, que le Parlement après avoir siégé depuis le 27 septembre a été, par suite de l'indécision du